



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques  
Interministérielles et de l'Environnement  
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-032**

**du 16 FEV. 2023**

**portant prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière de roche calcaire  
ainsi qu'une installation de traitement de matériaux  
situées aux lieux-dits « La Comète » et « Les Épeaux »  
sur le territoire de la commune d'AISSY-SUR-ARMANÇON**

Le Préfet de l'Yonne,

**VU** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** le schéma départemental des carrières de l'Yonne, approuvé le 10 septembre 2012 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2008-0086 du 28 février 2008 autorisant, pour une durée de 15 ans, la société SAFAC à exploiter une carrière de roche calcaire et une installation de traitement sur le territoire de la commune d'AISSY-SUR-ARMANÇON ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2009-338 du 4 août 2009 portant mutation de l'autorisation d'exploiter de ladite carrière au profit de la SAS CALEXY ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2020-107 du 16 juin 2020 actant le changement d'exploitant de la carrière de roche calcaire et d'une installation de traitement de matériaux au profit de la société EQIOM GRANULATS sur le territoire de la commune d'AISSY-SUR-ARMANÇON ;

**VU** la demande en date du 15 mars 2022, complétée le 4 août 2022, de la société EQIOM GRANULATS, dont le siège social est situé Colisée Gardens, 10 avenue de l'Arche, 92400 COURBEVOIE, en vue de prolonger l'autorisation d'exploiter, jusqu'au 28 février 2033, sa carrière sur le territoire de la commune d'AISSY-SUR-ARMANÇON ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°PREF-SAPPIE-BE-2022-0565 du 8 décembre 2022 ordonnant l'ouverture d'une participation du public par voie électronique du 2 au 16 janvier 2023, afin de recueillir ses observations et propositions sur le sujet ;

**VU** le rapport du 13 janvier 2023 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 31 janvier 2023 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation présentée par le demandeur dans le délai qui lui était imparti ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande de prolongation est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande de prolongation est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 février 2008 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société EQIOM GRANULATS portent sur :

- la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière pour une durée de 10 ans, afin de terminer l'exploitation du gisement des phases 2 et 3 compte tenu d'un rythme d'extraction inférieur à celui initialement prévu par arrêté du 28 février 2008 susvisé, avec réduction de la production annuelle ;

- le phasage d'exploitation et le montant des garanties financières se rapportant à chacune des phases d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient cependant d'adapter les prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation n° PREF-DCPP-2008-0086 du 28 février 2008 et n° PREF-SAPPIE-BE-2020-107 du 16 juin 2020 susvisés, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la consultation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'avis et propositions émis par le public ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 : Prolongation de la durée de l'autorisation**

La société EQIOM GRANULATS, dont le siège social est situé Colisée Gardens, 10 avenue de l'Arche, 92400 COURBEVOIE, est autorisée à poursuivre jusqu'au 28 février 2033 l'exploitation de sa carrière de calcaire avec installation de traitement aux lieux-dits « La Comète » et « Les Épeaux, sur le territoire de la commune d'AISSY-SUR-ARMANÇON.

Cette prolongation de dix ans de la durée d'exploitation est accordée dans les conditions fixées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation n° PREF-DCPP-2008-0086 du 28 février 2008 et n° PREF-SAPPIE-BE-2020-107 du 16 juin 2020, modifiés selon les dispositions du présent arrêté.

## ARTICLE 2 : Liste des installations modifiées

Les articles 1.2.1 et 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2008 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2020 susvisés sont remplacés comme suit :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	- 200 000 t/an en moyenne de matériaux - 225 000 t/an au maximum	A
2515-1.a	Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels	600 kW	E

## ARTICLE 3 : Phasage d'exploitation

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2008 susvisé est modifié comme suit :

L'exploitation se déroule conformément aux plans de phasages modificatifs correspondant aux phases 1, 2 et 3 joints **en annexe 1**, ainsi qu'aux dispositions contenues dans le dossier de demande de prolongation.

Afin de permettre les travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux doit être arrêtée 12 mois avant l'échéance du présent arrêté, soit le 28 février 2032.

## ARTICLE 4 : Garanties financières

Le tableau fixant le montant des garanties financières à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2020 susvisé est mis à jour comme suit :

	PHASE 1	PHASE 2	PHASE 3
Durée	2021-2025	2026-2030	2031-2033
S1 (surface (en ha) des infrastructures)	3,46	3,46	3,46
S2 (surface (en ha) en chantier)	5,58	5,16	3,44
S3 (surface (en ha) de front)	2,24	2,57	2,72
Montant non actualisé des garanties financières (en €)	292269	285692	227006
<b>Montant actualisé des garanties financières (en €)</b>	<b>369435</b>	<b>361121</b>	<b>286941</b>

Valeurs de référence prises pour le calcul du montant de la garantie financière : indice TP01 = 118,8 (novembre 2021), TVA = 20 % (mars 2022), surfaces définies en **annexe 2**.

Dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à Monsieur le Préfet de l'Yonne :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié, fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

## **ARTICLE 5 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.  
Le présent arrêté est notifié à la société EQIOM Granulats.

## **ARTICLE 6 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 7 – Exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète d'Avallon,
- Monsieur le Maire d'Aisy-sur-Armançon,
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- Madame la Directrice départementale des territoires,
- Monsieur le Directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **16 FEV. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire générale



Pauline GIRARDOT

## ANNEXE 1 : Phasage d'exploitation





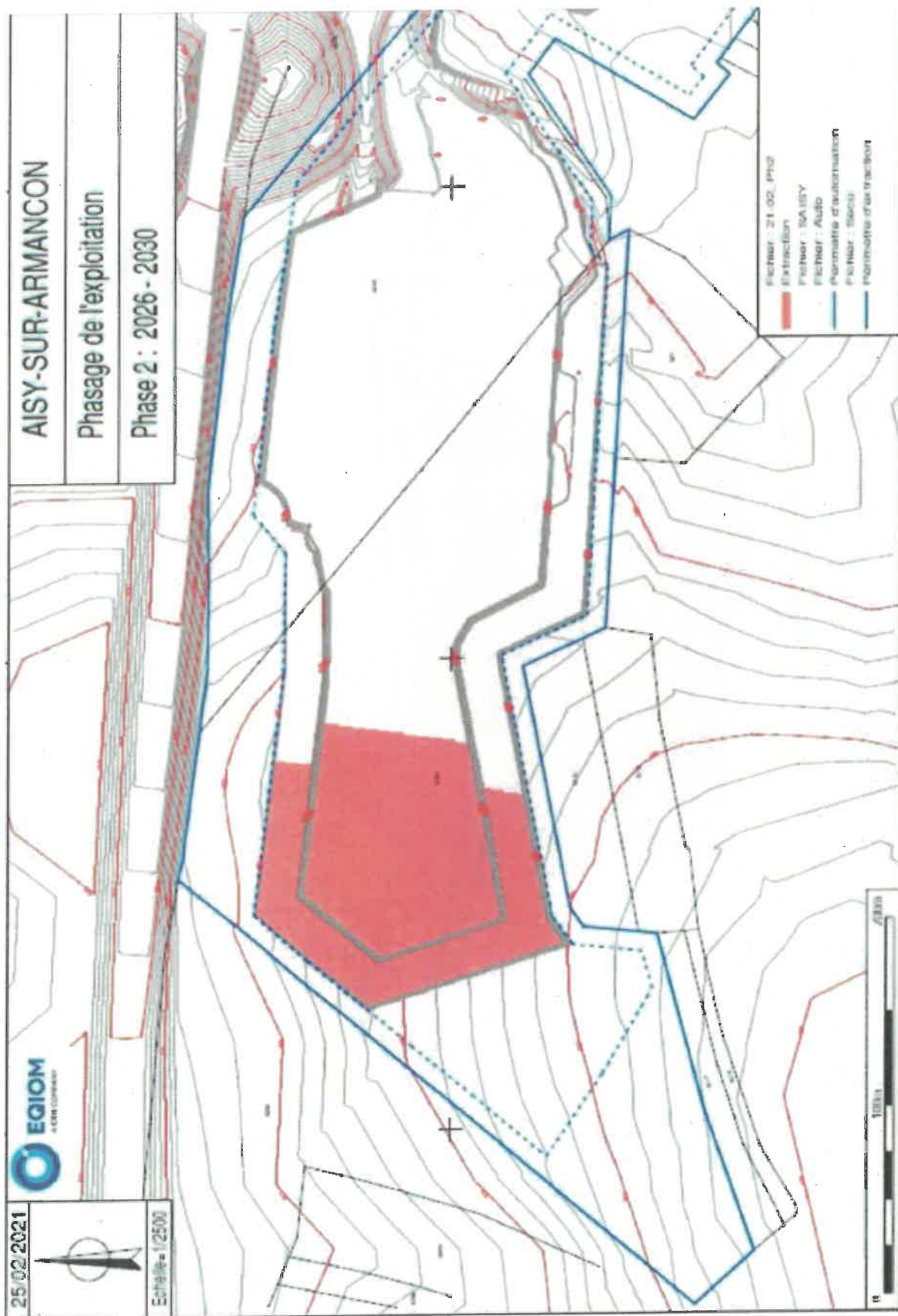


Figure 5 : Plan de phasage d'exploitation : phase 2 - 2026 - 2030

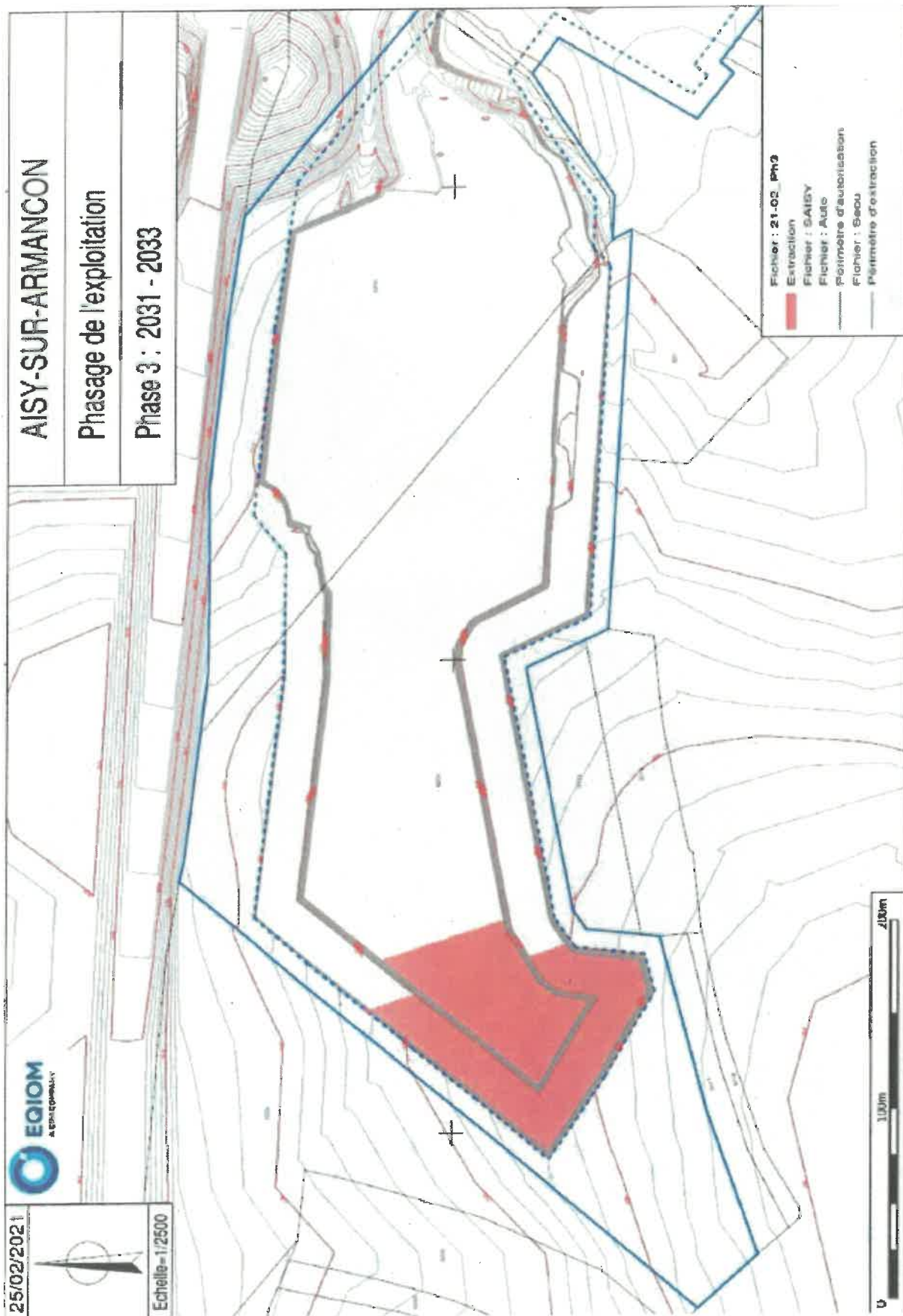


Figure 6 : Plan de phasage d'exploitation : phase 3 - 2031 - 2033



## ANNEXE 2 : Plan des garanties financières



Figure 8 : Carte des surfaces S1, S2 et S3, de l'année la plus défavorable de la phase 1 - 2021-2025



Phase 2



Carrière  
d'Asy sur Armançon (BSJ)  
Le 09 09 2020

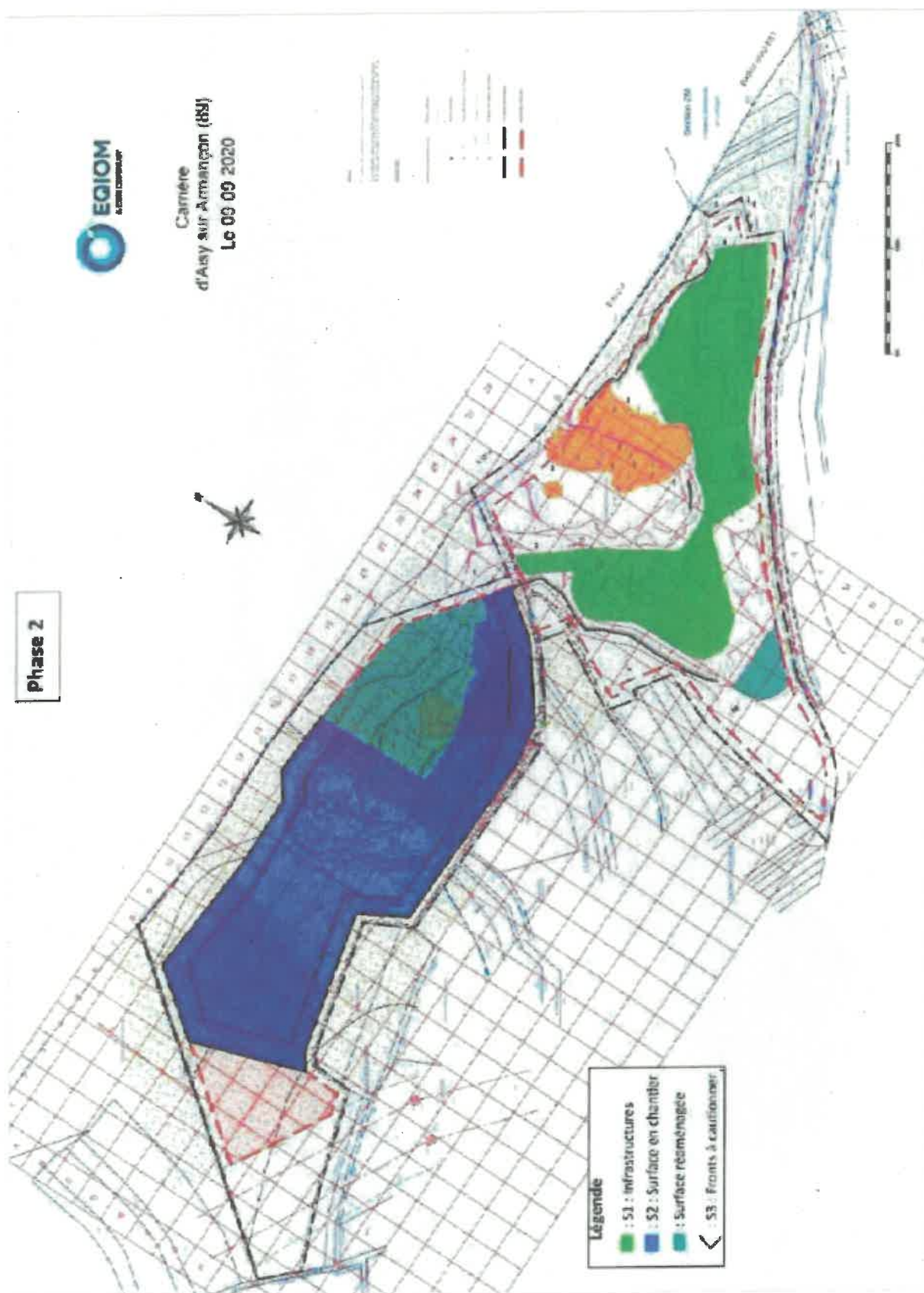


Figure 9 : Carte des surfaces S1, S2 et S3, de l'année la plus défavorable de la phase 2 - 2026-2030

Phase 3



Carrière  
d'Aisy sur Ammançon (894)  
Le 09 09 2020

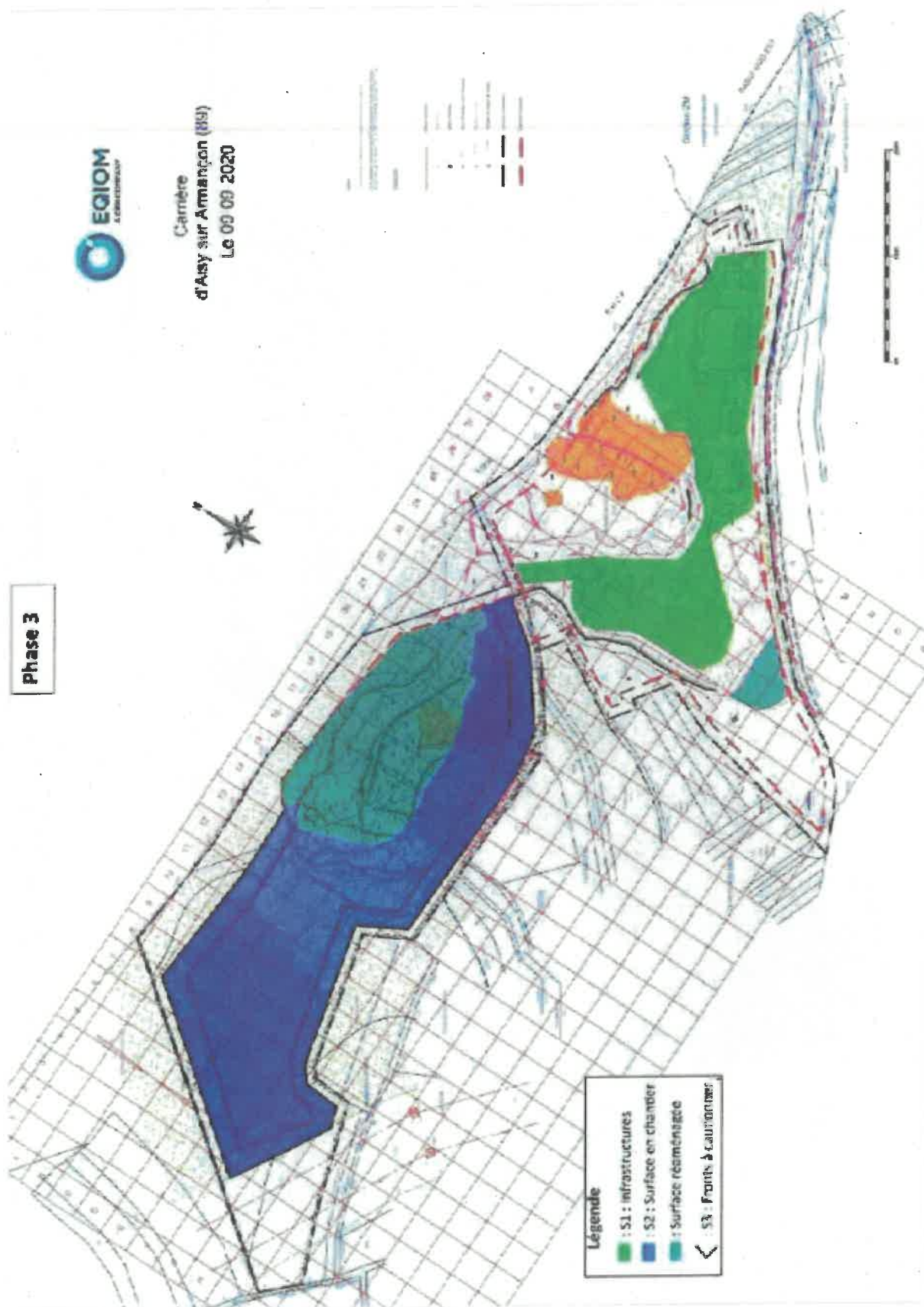


Figure 10 : Carte des surfaces S1, S2 et S3, de l'année la plus défavorable de la phase 3 - 2031-2033